



## Courrier hebdomadaire n° 224 d'ENAR

16 avril 2010

### NOUVELLES D'ENAR

- **Communiqué de presse d'ENAR à l'occasion de la Conférence ministérielle de l'UE sur l'intégration**

A l'occasion de la conférence ministérielle de l'UE sur l'intégration ces 15 et 16 avril à Saragosse, ENAR a appelé les ministres de l'UE à mettre l'antidiscrimination et l'inclusion sociale des migrants au cœur de leurs engagements en matière d'intégration. ENAR a souligné que la conférence était une occasion importante de réfléchir à une future stratégie européenne d'intégration qui soit ancrée dans une approche basée sur les droits de l'homme et qui reconnaisse que l'antidiscrimination et l'inclusion sociale sont indispensables pour des stratégies d'intégration réussies. [Pour en savoir plus](#)

- **Campagne de MRCI en faveur du droit de changer d'employeur**

Le Centre des droits des migrants d'Irlande (MRCI) a lancé une campagne nationale invitant le ministre irlandais pour l'entreprise, le commerce et l'innovation, Batt O'Keeffe, à accorder aux travailleurs, dans le système du permis de travail, le droit de changer librement d'employeur. Le Centre demande aux organisations de l'aider à prendre des mesures dans le cadre de cette campagne en rédigeant une lettre succincte et en l'envoyant par courrier postal et par courriel au ministre O' Keeffe, lui demandant de donner aux travailleurs, dans le système du permis de travail, le droit de changer librement d'employeur. [Pour en savoir plus](#)

### NOUVELLES D'AUTRES RÉSEAUX

- **Participation à un questionnaire sur la situation des droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière au sein de l'UE**

PICUM, la Plateforme pour la coopération internationale des migrants sans-papiers, est actuellement partenaire d'un consortium créé en vue de mettre en œuvre un projet de recherche pour le compte de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Cette étude a pour objectif d'examiner la situation des migrants en situation irrégulière afin d'évaluer dans quelle mesure leurs droits fondamentaux sont respectés et protégés. Les données nécessaires à la réalisation de cette étude seront récoltées auprès de sources secondaires existantes, au moyen de questionnaires et par un travail primaire sur le terrain. Un questionnaire a été développé à l'intention des représentants de la société civile et PICUM invite les organisations à répondre à ce questionnaire, qui a comme objectif d'identifier les niveaux d'accès et d'obstacles que rencontrent les migrants en situation irrégulière en ce qui concerne leurs droits fondamentaux et qui couvre le logement, l'emploi et les conditions de travail équitables, l'éducation, les pratiques de mise en

œuvre en matière d'immigration, les remèdes contre la violence et les situations familiales. [Pour en savoir plus](#)

- **Lettre d'ENoMW aux ministres assistant à la 4<sup>ème</sup> conférence ministérielle sur l'intégration**

A l'occasion de la 4<sup>ème</sup> conférence ministérielle sur l'intégration des immigrants, le Réseau européen de femmes migrantes (ENoMW), qui représente des organisations de femmes migrantes dans 20 pays de l'UE, a demandé aux Ministres assistant à la conférence les 15 et 16 avril 2010 de se concentrer sur la situation des femmes migrantes en tant qu'actrices sociales et économiques clés de l'intégration des migrant-e-s. [Pour en savoir plus](#)

- **Edition printemps 2010 du magazine 'Sans-abri en Europe' de la FEANTSA**

L'édition de printemps du magazine de la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA) a été publiée sur le thème "Le sans-abrisme du point de vue du genre". Le thème du genre apparaît encore rarement comme sujet de recherche dans le domaine du sans-abrisme et serait négligé en tant qu'élément pouvant éclairer les expériences des personnes sans-abri. Les articles de ce numéro de Sans-abri en Europe montrent pourtant que les réalités des personnes sans-abri et exclues du logement peuvent être différentes selon le genre et suggèrent que les efforts en vue de mettre fin au sans-abrisme pourraient atteindre de meilleurs résultats en prenant en compte l'aspect du genre. [Pour en savoir plus](#)

## NOUVELLES D'EUROPE

- **Le Royaume-Uni vote une nouvelle loi sur l'égalité**

Le 8 avril, le Parlement du Royaume-Uni a voté la Loi sur l'égalité 2010. Cette loi harmonise la législation d'égalité existante qui avait été précédemment dispersée au travers de multiples textes de loi séparés. La nouvelle Loi sur l'égalité non seulement combine la législation existante en matière d'égalité en une seule loi complète mais rehausse aussi le niveau de la protection pour ce qui concerne plusieurs motifs de discrimination tels que l'âge, le handicap, la réassignation sexuelle, la religion ou les convictions et l'orientation sexuelle. La Loi offre une protection contre les discriminations dans l'emploi, l'accès aux services et aux fonctions publiques, le logement, l'éducation et la santé. [Pour en savoir plus](#)

- **La Hongrie opère un virage à droite**

La Hongrie a opéré un virage à droite, le parti de droite Fidesz étant en voie de remporter une très forte majorité et le parti nationaliste radical du Jobbik entrant pour la première fois au parlement magyare. Selon le Comité d'élection nationale, Fidesz a remporté un succès écrasant de 52,8 % des voix, donnant au parti 206 des 386 sièges au premier tour des élections parlementaires. Le parti de centre gauche n'a pu se hisser qu'en deuxième place, devant le parti d'extrême droite Jobbik, remportant 16,71 % des voix et 26 sièges, un score légèrement supérieur aux 15 % obtenus lors des élections du Parlement européen en juin de l'année dernière. Un second tour dans le système politique mixte hongrois, qui se tiendra le 25 avril, devrait donner à Fidesz une majorité des deux tiers à la chambre, le parti devant normalement ratisser tous les sièges de la liste sans parti. Avec la hausse du chômage, actuellement à 11 %, la popularité du parti Jobbik, ouvertement antisémite et antisiganiste, ou Mouvement pour une meilleure Hongrie, a progressé rapidement. [Pour en savoir plus](#)

- **Lancement d'une ligne directe d'aide contre la discrimination au Danemark**

Le conseil municipal de Copenhague a lancé une ligne directe d'aide contre la discrimination la semaine dernière, en réponse aux chiffres inquiétants faisant état d'une discrimination largement

répandue, particulièrement parmi les immigrés. Une étude récente du conseil municipal a montré que 60.000 résidents de Copenhague se sont sentis discriminés l'année dernière en raison de leur orientation sexuelle, d'un handicap, du genre, de leur religion, de l'âge, de leur origine ethnique ou de leur nationalité. Pourtant, 300 personnes seulement ont contacté les autorités locales ou une ONG en cas de fait de discrimination réelle. En conséquence, le conseil municipal installe une ligne directe, permettant ainsi aux personnes d'entrer aisément en contact avec les autorités pour faire part de leurs plaintes et obtenir des conseils quant à leurs droits légaux en la matière. Les réfugiés et les immigrés se sont sentis tout particulièrement victimes de discrimination, pour 22 % d'entre eux, selon l'étude du conseil municipal. [Pour en savoir plus](#)

- **L'UE connaît une augmentation des agressions antisémites, selon un rapport**

Une nouvelle étude indique que le nombre d'incidents antisémites a pris de l'ampleur dans bon nombre de pays occidentaux de l'UE en 2009, suite à une campagne organisée contre la guerre dans la bande de Gaza. Les incidents de ce type survenus au Royaume-Uni ont enregistré un bond, passant à 69 %, à 924, alors que le nombre d'agressions violentes a triplé. Les incidents de cette nature ont augmenté de 75 %, à 832 en France. Ces fortes tendances à la hausse ont également été observées en Autriche, en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, dans les pays nordiques et en Espagne. Ces chiffres ont été compilés par le Stephen Roth Institute aux fins de l'Etude sur l'antisémitisme et le racisme contemporains, menée à l'université de Tel-Aviv, en Israël. Considérant le nombre d'incidents violents en termes absolus, ce sont le Royaume-Uni et la France qui viennent en tête au niveau de l'UE, suivis par l'Allemagne, la Belgique et l'Autriche. Un nombre relativement élevé de ces incidents s'observe également en République tchèque, au Danemark, en Hongrie, en Italie, en Lituanie, aux Pays-Bas, en Pologne et en Suède. [Pour en savoir plus](#)

## INSTITUTIONS DE L'UE

- **La Commission lance une consultation publique sur le sport: appel à participation**

La Commission a lancé une consultation en ligne sur les choix stratégiques de l'UE pour la mise en œuvre de la nouvelle compétence européenne dans le domaine du sport. Le Traité de Lisbonne demande en effet à l'UE de favoriser les questions sportives européennes et de développer la dimension européenne dans le sport. La Commission européenne prépare dès lors des options politiques concrètes visant la mise en œuvre de cette nouvelle compétence de l'UE. ENAR invite toutes les organisations antiracistes à participer à cette consultation à choix multiples, qui ne demande que 20 minutes pour être complétée, afin de s'assurer que la question du racisme et de la discrimination dans le sport soit traitée. La date limite de dépôt des réponses est fixée au 1<sup>er</sup> juin 2010. [Pour en savoir plus](#)

- **Conférence ministérielle de l'UE sur l'intégration**

Le ministre espagnol du Travail et de l'Immigration, Celestino Corbacho, a souligné que, "dans un contexte de crise économique, nous ne devons pas limiter les actions en matière d'intégration des immigrants, bien au contraire, ces politiques doivent être développées à moyen et à long terme ". M. Corbacho s'est ainsi exprimé lors de l'ouverture de la 4<sup>ème</sup> Conférence ministérielle européenne sur l'intégration ces 15 et 16 avril, au cours de laquelle des représentants des gouvernements de l'UE ont débattu des fondements d'une politique commune d'intégration des immigrants. Intitulée 'L'intégration en tant que moteur de développement et de cohésion sociale', la conférence était l'occasion d'analyser les différents modèles d'intégration actuellement en cours en Europe et de donner une impulsion à de nouvelles mesures et stratégies communes à tout l'espace européen. [Pour en savoir plus](#)

- **Les eurodéputés demandent un financement de l'UE pour les Etats membres disposés à accueillir des réfugiés**

Les Etats membres volontaires pour accueillir des réfugiés des pays tiers devraient recevoir jusqu'à 6000€ par personne réinstallée du Fonds européen des réfugiés, a suggéré la commission des libertés civiles le 8 avril. Ils ont également réitéré leur appel à la solidarité interne de l'UE envers les Etats membres confrontés à une pression particulière. Les députés ont également précisé que le nouveau budget de l'UE à long terme (2013-2017) devra inclure un financement spécifique pour la réinstallation et fournir un soutien financier en faveur d'un programme de réinstallation plus ambitieux. [Pour en savoir plus](#)

- **Troisième réunion de la Plateforme des droits fondamentaux de la FRA**

Ces 15 et 16 avril, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a accueilli quelque 150 représentants d'organisations non gouvernementales traitant des droits de l'homme, de syndicats, d'associations religieuses, d'associations patronales, de syndicats professionnels, universitaires et autres experts qualifiés des instances et organisations européennes et internationales à la réunion de Plateforme des droits fondamentaux. Cet événement principal de l'Agence pour l'année est consacré au dialogue et à la coopération avec la société civile. La réunion est centrée sur trois thèmes principaux: la dimension des droits de l'homme en matière de pauvreté et d'exclusion sociale; le Traité de Lisbonne et ses implications pour la protection des droits fondamentaux; et le programme de travail de l'Agence pour 2012. [Pour en savoir plus](#)

## **ANNEE EUROPEENNE 2010 DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION**

- **Projet d'art partagé pour l'Année européenne 2010**

Dans le cadre de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Commission européenne a lancé un 'projet d'art partagé' afin de sensibiliser la population à la pauvreté et l'exclusion sociale à travers la photographie. Le thème de ce projet européen suivi d'une exposition photos est (IN)VISIBLE. Des trios "un étudiant d'école d'art, une personne en situation de pauvreté et une ONG (organisation non gouvernementale)" seront constitués dans chaque Etat membre. Les ONG partenaires créeront un lien entre l'étudiant et la personne en situation de pauvreté et faciliteront leur rencontre et le suivi. Ensuite, ce duo, l'étudiant et la personne en situation de pauvreté, au fil de leurs rencontres, se mettront derrière l'objectif et feront des prises de vue. La date limite d'inscription est fixée au 6 juillet 2010. [Pour en savoir plus](#)

- **Concours de journalisme européen: Attirer l'attention des médias sur la pauvreté en Europe**

A l'occasion de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Commission européenne a donné le coup d'envoi d'un concours à l'intention des journalistes qui traiteront des thèmes de l'Année. Le Prix des journalistes de l'Année européenne est ouvert aux journalistes de la presse écrite, électronique ou audiovisuelle. Les journalistes peuvent soumettre leur contribution en ligne jusqu'au 31 août 2010. Les articles ou reportages audiovisuels soumis doivent avoir été publiés ou diffusés par une société de médias dans l'un des 27 Etats membres, en Islande ou en Norvège, entre le 1<sup>er</sup> octobre 2009 et le 31 août 2010. Ce concours de journalistes, qui constitue l'une des activités phare de l'Union pour l'Année européenne, entend sensibiliser l'opinion aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. [Pour en savoir plus](#)

## QUESTIONS RELATIVES AUX ROMS

- **Réaction après le sommet de l'ERPC sur la Déclaration conjointe du trio de la présidence de l'UE**

La Coalition pour une politique européenne à l'égard des Roms (ERPC) a publié, le 13 avril, une réaction suite au 2<sup>ème</sup> sommet des Roms de l'UE, se réjouissant de l'engagement pris par la présidence espagnole de l'UE de pousser le dossier relatif aux Roms et de ses efforts pour obtenir des progrès concrets dans la recherche d'une intégration des Roms. Elle considère que les contributions au sommet et que la Déclaration conjointe du trio des présidences reflètent certains des appels majeurs adressés par l'ERPC à l'UE pour développer une approche stratégique, intersectorielle et à long terme de l'inclusion des Roms en Europe et espère voir la teneur de cette déclaration conjointe se refléter dans les conclusions du Conseil sur les Roms de juin 2010. [Pour en savoir plus](#)

- **Le sommet européen des Roms se clôture sur de timides engagements**

Un sommet européen de deux jours sur la communauté rom s'est clôturé vendredi dernier en Espagne par de timides engagements d'amélioration de l'accès de ce groupe discriminé aux fonds de l'Union européenne afin d'encourager leur intégration. L'Espagne, qui assure actuellement la présidence tournante de l'Union européenne, avec la Belgique et la Hongrie, les deux prochaines nations à diriger le bloc, a accepté de garantir que des fonds européens destinés à améliorer les conditions de vie des Roms soient "efficacement" gérés. "Il est temps de donner un impulsion en vue d'obtenir des améliorations substantielles de l'intégration économique et sociale de la population rom", a déclaré ce que l'on appelle la "Déclaration de Cordoue", publiée au terme du sommet. [Pour en savoir plus](#)

- **Rapport sur l'Union européenne et l'intégration des Roms dans les Balkans occidentaux**

Tous les pays des Balkans occidentaux, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie, aspirent à l'adhésion à l'Union européenne et ont le statut de "pays candidats" ou "pays candidats potentiels" dans le processus d'adhésion à l'UE. Ce processus a offert l'occasion, pour l'UE et les gouvernements, de traiter la situation des Roms, le groupe ethnique le plus défavorisé de la région. "Voies de progrès? L'Union européenne et l'intégration des Roms dans les Balkans occidentaux", un rapport commandé par OSI Roma Initiatives, analyse les approches de l'intégration des Roms adoptées par l'Union européenne et les pays des Balkans occidentaux et offre une vue d'ensemble de la représentation politique des Roms et de leur participation dans l'élaboration de politiques. [Pour en savoir plus](#)

- **Appel à articles: les migrants roms dans la ville: Pratiques et politiques**

Le journal "Geocarrefour" a lancé un appel à articles pour sa prochaine édition spéciale qui entend explorer les différentes formes d'interaction entre les pratiques des migrants et les politiques liées au contrôle de la mobilité et/ou à l'accueil des migrants roms dans les villes européennes. Les articles basés sur une étude de cas ou une recherche comparative seront hautement appréciés. La date limite pour la soumission des articles est fixée au 15 septembre 2010. [Pour en savoir plus](#)

## RAPPORTS ET PUBLICATIONS

- **Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations**

Ce dictionnaire, une première en France, présente et analyse les préjugés racistes et les pratiques discriminatoires des origines à nos jours, en France et dans le monde. Il comporte trois volets: Le racisme, l'exclusion et les discriminations en questions; Les temps forts de la chronologie, qui

invitent, sans démagogie ni parti pris, à la traversée d'une histoire contrastée; et 500 articles, d'Abolitionnisme à Zoos humains, en passant par Antisémitisme, Banlieues et quartiers, Bible, Colonisation, Cultures noires, Esclavage, Gay Pride,... [Pour en savoir plus](#)

- **Rapport du Conseil de l'Europe: Le dialogue interculturel dans le cadre de la protection européenne des droits de l'homme**

Ce rapport analyse la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en termes de promotion de la diversité culturelle, comme l'a soutenu le Conseil de l'Europe plus particulièrement dans son "Livre blanc sur le dialogue interculturel" (2008). Les points de vue de la Cour sur les principes de gouvernance et les conditions préalables au dialogue interculturel, et en particulier la jurisprudence sur la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté d'expression et la liberté d'association et d'assemblée, fournissent des lignes directrices aux politiciens, aux universitaires ainsi qu'aux praticiens. [Pour en savoir plus](#)

- **Rapport: "La minorité ethnique et les femmes roms en Europe - Une affaire d'égalité entre hommes et femmes?"**

L'égalité entre les hommes et les femmes représente une question importante pour l'UE et des éléments prouvent que les femmes de minorité ethnique sont plus vulnérables à l'exclusion sociale et à la pauvreté que ne le sont les femmes de la population autochtone ou les hommes issus des minorités. Ce rapport réalisé par la Commission européenne examine la situation des femmes appartenant aux groupes minoritaires défavorisés, en se centrant particulièrement sur le cas des femmes roms, dans une série de domaines - l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, les prestations sociales, etc. Le rapport décrit également les réponses législatives et politiques qui se sont avérées efficaces dans l'amélioration de leur situation. [Pour en savoir plus](#)

- **Document d'information de l'IPPR: "Des limites aux limites: Un plafond de l'immigration constitue-t-il une politique viable pour le Royaume-Uni?"**

Ce document d'information, publié par l'Institute for Public Policy Research britannique (IPPR), a pour but de se pencher sur les conséquences d'un tel plafond sur l'immigration au Royaume-Uni. L'IPPR pense que ce plafond serait une mauvaise idée, tant au niveau de la politique que des politiques publiques. Il estime que la politique d'immigration doit être fondée sur une évaluation des coûts et des avantages de la migration et sur une communication plus efficace avec le public, plutôt que sur un nombre donné, (plus ou moins) arbitraire. Toutefois, l'idée d'un plafond est très discutée dans le débat politique actuel et il est important de comprendre les conséquences d'une telle décision. [Pour en savoir plus](#)

## CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

- **Conférence consacrée à l'apprentissage mutuel en matière d'inclusion sociale et de logement**

Cette conférence, organisée les 5 et 6 mai 2010 à Bruxelles par la Commission européenne, présentera le Rapport commun sur la protection sociale et l'inclusion sociale de 2010, diffusera les résultats d'un certain nombre d'activités soutenues par le programme Progress et discutera de deux sujets prioritaires de la Méthode ouverte de coordination pour la protection sociale et l'inclusion sociale, l'un étant le sans-abrisme et l'exclusion du logement et l'autre la stratégie d'inclusion active. Cette conférence cherche à définir le cadre d'un engagement politique visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'Union européenne et à renforcer la compréhension des causes sous-jacentes de ce phénomène et des politiques efficaces en ce domaine. [Pour en savoir plus](#)

- **Conférence sur le logement, les villes durables et la politique de cohésion de l'UE après 2013**

La conférence "Vivre le futur: Logement, villes durables et politique de cohésion de l'UE après 2013" aura lieu le 18 mai 2010 à Brescia, en Italie. Elle discutera de la façon dont l'UE (en particulier la politique de cohésion de l'UE) peut contribuer au développement de villes et de voisinages intelligents, efficaces dans l'exploitation des ressources et inclusifs et se penchera sur la raison pour laquelle un logement accessible constitue un élément du puzzle. Elle offrira une occasion unique d'échanger, avec des dirigeants du secteur du logement social en Europe, des points de vue sur les défis que rencontreront les villes et les voisinages de demain. [Pour en savoir plus](#)

- **Cours d'été et formation d'Odysseus sur l'immigration et la politique d'asile dans l'UE**

Le réseau Odysseus organise la 10<sup>ème</sup> édition de ses cours d'été sur l'immigration et la politique d'asile de l'Union européenne, qui aura lieu à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) du 28 juin au 9 juillet 2010. Le réseau organise également un programme d'une année, visant l'acquisition d'une connaissance approfondie de la législation européenne relative à l'immigration et l'asile afin de former de véritables spécialistes dans cette branche en développement du droit communautaire. [Pour en savoir plus](#)

- **Fonds disponibles pour un cours de formation concernant l'égalité et la diversité**

Les personnes intéressées peuvent accéder à des fonds par l'intermédiaire du programme de formation interne de Grundtvig afin de couvrir le coût complet de participation aux cours intitulé "Promouvoir l'égalité et gérer la diversité", qui sera organisé du 13 au 17 septembre 2010 à Malte. Ce cours cherche à donner aux participants une sensibilité à l'ensemble des multiples facettes que revêt la diversité et susciter une prise de conscience des implications légales et administratives liées à l'égalité; il veut aussi leur offrir des outils concrets qui puissent être mis en œuvre au sein de leurs organisations afin de gérer la diversité d'une façon positive et proactive. La date limite pour les demandes de financement est fixée au 30 avril 2010. [Pour en savoir plus](#)

## **POSTES VACANTS**

- **Postes vacants à la FRA**

L'agence européenne des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a publié des nouveaux postes vacants pour un assistant médias, un assistant production et un assistant web et communication en ligne. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 13 mai 2010. [Pour en savoir plus](#)